

Le rôle du cadre juridique et institutionnel face aux défis économiques des jeunes au Burkina Faso

Dakpoulé DA¹

Résumé

L'accès à la justice est largement reconnu comme un facteur clé du développement inclusif, en particulier pour les populations marginalisées telles que les jeunes. L'objectif de ce papier est d'examiner empiriquement l'effet du cadre juridique et institutionnel sur le chômage des jeunes au Burkina Faso. En utilisant le modèle Vector Error Correction Models (VECM) sur des données annuelles allant de 1991 à 2024, nous constatons que l'amélioration de l'état de droit, le renforcement du contrôle de la corruption et l'efficacité du gouvernement sont associés à une baisse du taux de chômage des jeunes avec un effet plus prononcé sur les jeunes femmes. Par ailleurs, nos résultats montrent qu'une hausse de la croissance économique, une entrée des Investissements Directs Étrangers (IDE) entraînent une baisse du chômage des jeunes. Ainsi, les résultats suggèrent que, pour réduire le chômage des jeunes au Burkina Faso, les autorités devraient améliorer l'état de droit, renforcer le contrôle de la corruption. De même, elles doivent travailler à rendre leurs actions plus efficaces sur le marché de travail. Elles pourraient créer un environnement institutionnel qui favorise l'attractivité des IDE. De plus, elles devraient mettre en place une législation du travail qui reconnaît et protège davantage les jeunes notamment les femmes, y compris ceux en auto-emploi, à travers des dispositifs spécifiques afin de parvenir à une société plus inclusive.

Abstract

Access to justice is widely recognised as a key factor in inclusive development, particularly for marginalised populations such as young people. The objective of this paper is to empirically examine the effect of the legal and institutional framework on youth unemployment in Burkina Faso. Using Vector Error Correction Models (VECM) on annual data from 1991 to 2024, we find that improvements in the rule of law, stronger control of corruption, and government effectiveness are associated with a decline in youth unemployment, with a more pronounced effect on young women. Furthermore, our results show that increased economic growth and foreign direct investment (FDI) lead to a decline in youth unemployment. The findings therefore suggest that, in order to reduce youth unemployment in Burkina Faso, the authorities should improve the rule of law and strengthen corruption

1 Enseignant chercheur / Université Thomas Sankara/ CEDRES, Economiste
Email : dakpoule.da@hotmail.fr / 70633345.

control. Similarly, they must work to make their actions more effective in the labour market. They could create an institutional environment that promotes the attractiveness of FDI. In addition, they should put in place labour legislation that recognises and protects young people, particularly women, including those who are self-employed, through specific measures in order to achieve a more inclusive society.

1. Introduction

La relation entre l'environnement juridico-institutionnel et les opportunités économiques des jeunes a fait l'objet d'une attention croissante de la part des chercheurs au cours des dernières décennies, en particulier dans le contexte des économies en développement. Il apparaît que le cadre juridique joue un rôle crucial dans l'élaboration des conditions dans lesquelles les jeunes peuvent accéder à l'emploi, créer des entreprises et protéger leurs droits économiques². Cependant, en Afrique subsaharienne, nombreuses sont les études qui ont mis en évidence la faiblesse de l'État de droit, le manque d'accès à la justice et la lourdeur des procédures juridiques comme des obstacles importants à la participation économique des jeunes³.

Au Burkina Faso, où plus de 60 % de la population a moins de 25 ans, les jeunes sont confrontés à une interaction complexe de défis économiques exacerbés par les inefficacités institutionnelles, la crise sécuritaire (attaques terroristes depuis 2015) et l'exclusion juridique⁴. Par ailleurs, l'accès limité aux documents d'identité légaux, la lourdeur des processus d'enregistrement des entreprises et la mauvaise application du droit du travail rendent souvent les jeunes vulnérables dans les secteurs formel et informel⁵. Partant de ces faits, les jeunes au Burkina Faso sont confrontés à des défis économiques structurels, notamment le chômage, le sous-emploi, et l'informalité.

Dans leur étude sur l'emploi des jeunes au Burkina Faso, l'Organisation internationale du Travail⁶ met en lumière un paradoxe : la jeunesse est dynamique et majoritaire, mais elle est la plus touchée par la précarité de l'emploi. En effet, 22 % des actifs sont sous-employés de manière visible en 2021 tandis que 10,1 % ont un salaire inférieur au SMIG⁷. Selon cette

2 *Banque Mondiale*. Job diagnostic: Burkina Faso, 2017.

3 *PNUD*. Burkina Faso: Rapport national sur les ODD 2022. Programme des Nations Unies pour le développement, 2020.

Chabal, P., & Daloz, J.-P. Culture troubles: Politics and the interpretation of meaning. Hurst & Company, 2006.

4 *Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)*. Annuaire statistique du Burkina Faso, 2022.

5 *Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)*. Youth Well-Being Policy Review of Burkina Faso, 2019.

6 *Organisation internationale du Travail (OIT)*. Cartographie et diagnostic de l'emploi des jeunes au Burkina Faso, 2015.

7 *INSD*. Annuaire statistique du Burkina Faso, 2021.

même source, la durée moyenne du chômage est de 14 mois pour les personnes en quête d'emploi. Elle est plus longue en ville (15 mois) qu'en zone rurale (12 mois). De plus, en 2021, la proportion des travailleurs qui exercent dans des emplois vulnérables parmi les actifs occupés, est de 74,4 % avec une proportion plus élevée en milieu rural (80,5 %) qu'en milieu urbain (50,6 %). Le sous-emploi visible touche plus les femmes que les hommes. En effet, 23,0 % des femmes occupées effectuent moins de 40 heures de travail par semaine contre 20,8 % des hommes ayant un emploi. Les actifs occupés résidant en milieu rural sont les plus exposés au sous-emploi visible.

Face à ces défis, le cadre juridique et institutionnel de l'emploi des jeunes au Burkina Faso a connu une évolution depuis l'indépendance, influencé par les dynamiques socio-économiques et les réformes politiques. Cette évolution se fonde sur le rôle stratégique qu'occupe l'emploi des jeunes dans le développement économique du pays. Ainsi, l'on est passé d'un système juridique fortement inspiré du droit du travail français après les indépendances à un cadre juridique de politiques d'emploi ciblées dans les années 2000 et d'institutionnalisation de programmes d'emploi des jeunes (à partir de 2010). Durant cette dernière phase, les autorités administratives ont, sur le plan institutionnel, adopté une batterie de textes visant à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes. Il s'agit entre autres de l'adoption de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) en 2004 et de son Plan d'Action Opérationnel (PAO); l'adoption d'une loi sur le volontariat en 2007; l'adoption d'une Politique Nationale de Jeunesse (PNJ) en 2013 assortie d'un Plan d'Actions Opérationnel (PAO) et l'amélioration du dispositif de financement et d'insertion à travers les fonds nationaux (FASI, FAIJ; FAPE, etc.), la création de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE), etc.

Ainsi, l'évolution du cadre juridique de l'emploi des jeunes au Burkina Faso témoigne d'une transition progressive d'une régulation générale du travail vers des politiques plus ciblées, multisectorielles et sensibles aux enjeux générationnels. Cependant, en dépit des réformes de l'environnement institutionnel et juridique, le chômage des jeunes demeure une préoccupation majeure. Par ailleurs, les recherches empiriques sur l'impact direct du cadre juridique et institutionnel sur les trajectoires économiques des jeunes dans le pays restent insuffisamment explorées. Ainsi, la question centrale qui émerge de cette analyse est; quel est l'effet du cadre juridico-institutionnel sur le chômage des jeunes au Burkina Faso?

Cette étude cherche à combler ce gap en explorant dans quelle mesure l'environnement judiciaire et institutionnel du Burkina Faso facilite ou entrave les opportunités économiques des jeunes notamment le chômage des jeunes. Pour ce faire, elle utilise une approche de recherche documentaire, et une analyse quantitative à travers une estimation économétrique basée sur des données institutionnelles. Cette recherche contribue à la littérature existante en utilisant une approche économétrique basée sur les Vector Error Correction Models (VECM). De même, une autre contribution de cette recherche est l'analyse genrée de la relation entre le cadre institutionnel et le chômage des jeunes. Ainsi, contrairement aux travaux antérieurs, notre étude utilise des techniques d'analyse quantitatives pour évaluer l'effet du cadre institutionnel et juridique sur le chômage des jeunes au Burkina Faso en

mobilisant les données de 1991 à 2024. Une autre contribution de notre étude est la prise en compte d'une analyse selon le sexe.

Le reste du papier est organisé comme suit : la section 2 présente une brève revue de littérature sur la thématique, la section 3 expose la méthodologie utilisée; la section 4 présente les faits stylisés; la section 5 présente et discute les résultats d'estimation et la section 6 conclut.

2. Revue de littérature

L'autonomisation économique des jeunes au Burkina Faso constitue un enjeu majeur de développement, notamment en raison de la structure démographique du pays, où les jeunes représentent la majorité de la population. Malgré leur potentiel à contribuer de manière significative au développement national, les jeunes continuent de faire face à des défis économiques persistants, notamment un chômage élevé, un sous-emploi, un accès limité au financement et une inadéquation entre les formations reçues et les besoins du marché du travail. L'Organisation internationale du Travail et la Banque mondiale soulignent que de nombreux jeunes sont confinés à des emplois précaires dans le secteur informel, sans sécurité de revenu ni protection sociale. Les institutions financières perçoivent souvent les jeunes comme des clients à risque, ce qui restreint leur accès au crédit et entrave le développement de projets entrepreneuriaux⁸. Par ailleurs, les formations professionnelles et techniques disponibles sont souvent mal adaptées aux réalités du marché du travail, ce qui accentue les difficultés d'insertion professionnelle⁹.

Ces réalités peuvent être analysées à la lumière de la théorie institutionnelle, qui soutient que les institutions, qu'il s'agisse de règles formelles, de cadres juridiques ou de normes informelles, structurent les comportements et les opportunités économiques des individus. Dans le contexte burkinabè, la faiblesse des institutions juridiques, le manque de mécanismes de mise en œuvre et l'inefficacité de la gouvernance limitent fortement les capacités d'action économique des jeunes. Le gouvernement a adopté plusieurs instruments juridiques et politiques, tels que la Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ), visant à favoriser l'inclusion des jeunes dans le processus de développement socio-économique. Toutefois, ce cadre souffre de faiblesses institutionnelles, d'un manque de coordination intersectorielle et d'une capacité de mise en œuvre insuffisante. Les réformes juridiques entreprises dans le cadre de l'OHADA ont permis de simplifier l'enregistrement des entreprises, mais leurs avantages restent difficilement accessibles à une majorité de jeunes, notamment en raison du faible niveau de connaissances juridiques et de la complexité

8 Ouédraogo, A., Sanou, M., & Kinda, Z. Accès des jeunes au financement au Burkina Faso : Défis et perspectives, 2019. Cahiers du CEDRES, 15(2), 101–120.

9 Banque Africaine de Développement. Burkina Faso : Country strategy paper 2017–2021 mid-term review, 2020

UNICEF Burkina Faso. Analyse situationnelle des adolescents et jeunes au Burkina Faso, 2022.

des procédures administratives¹⁰. En outre, bien que le Code du travail prévoit certaines protections pour les jeunes travailleurs, celles-ci sont appliquées de manière inégale, en particulier dans le secteur informel, qui emploie la majorité des jeunes¹¹.

La théorie du capital humain¹² offre également un cadre pertinent pour comprendre la marginalisation économique des jeunes. Selon cette théorie, la productivité économique d'un individu est étroitement liée à son niveau d'éducation, de compétences et de formation. Au Burkina Faso, le décalage entre les systèmes éducatifs et les exigences du marché du travail signifie que de nombreux jeunes ne disposent pas des compétences nécessaires pour accéder à des emplois décents. En milieu rural, l'accès à la terre constitue un obstacle majeur, les systèmes fonciers coutumiers et les normes de genre limitant souvent l'accès des jeunes, en particulier des jeunes femmes, à la propriété foncière, malgré les garanties juridiques existantes¹³.

Des problèmes de gouvernance plus larges, tels que l'accès limité à la justice, la faiblesse des capacités institutionnelles et la corruption, compromettent davantage l'efficacité des dispositifs juridiques en faveur des jeunes¹⁴. Bien qu'il existe des dispositions visant à promouvoir la participation des jeunes à l'élaboration des politiques, leur implication reste souvent superficielle¹⁵. Les politiques de décentralisation offrent certes une opportunité pour des réponses locales adaptées à la problématique du chômage des jeunes, mais leur portée est limitée par des financements insuffisants et des interférences politiques¹⁶. Dans ce contexte, la théorie de l'autonomisation juridique (*Legal Empowerment Theory*) apparaît particulièrement pertinente, en soulignant que l'accès à la justice, la connaissance du droit et la participation active des jeunes aux processus décisionnels sont essentiels pour surmonter les inégalités structurelles. Cette perspective met en évidence que les réformes juridiques ne suffisent pas en elles-mêmes, si elles ne s'accompagnent pas de mécanismes concrets permettant aux jeunes de faire valoir leurs droits.

Sur le plan international, le Burkina Faso a ratifié des instruments tels que la Charte africaine de la jeunesse et a intégré dans ses stratégies nationales de développement les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 8 sur le travail décent.

- 10 Zongo, L. L'impact de l'OHADA sur la formalisation des entreprises au Burkina Faso : Cas des jeunes entrepreneurs, 2018. *Revue Juridique Africaine*, 11(1), 89–104.
- 11 Sawadogo, F. L'application du droit du travail dans le secteur informel au Burkina Faso : entre normes et pratiques, 2021. *Revue Africaine de Droit et de Développement*, 6(1), 22–39.
- 12 Becker Gary S. Human capital : A theoretical and empirical analysis with special reference to education, 1964, pp. 132–133.
- 13 Tiemtoré, H. Les jeunes et l'accès à la terre en milieu rural au Burkina Faso : Analyse des obstacles juridiques et coutumiers, 2017. *Revue des Sciences Sociales du Burkina*, 3(2), 56–70.
- 14 USAID. Burkina Faso Rule of Law Assessment Report, 2020.
- 15 Diallo, S. Jeunesse et gouvernance participative au Burkina Faso : entre inclusion symbolique et réalité politique, 2019. *Revue Africaine de Gouvernance*, 5(2), 45–62.
- 16 Hien, B. Décentralisation et politiques d'emploi des jeunes au Burkina Faso. *Revue Burkinabè des Politiques Publiques*, 2021. 33–49.

Cependant, la mise en œuvre de ces engagements reste fragmentée, et l'absence de cohérence entre les normes juridiques et les interventions pratiques continue de freiner les progrès¹⁷

En somme, la littérature suggère que, malgré l'adoption d'un ensemble de cadres juridiques et politiques visant à répondre aux défis économiques des jeunes, les efforts du Burkina Faso sont entravés par des contraintes structurelles, institutionnelles et de gouvernance. L'application conjointe des théories institutionnelles, du capital humain et de l'autonomisation juridique met en lumière la nécessité d'une approche plus intégrée et participative des réformes. Le renforcement du cadre juridique, l'amélioration de la coordination institutionnelle, la garantie de l'application des lois et l'inclusion réelle des jeunes dans l'élaboration des politiques constituent des conditions essentielles à une inclusion économique durable des jeunes.

Plusieurs textes juridiques encadrent les politiques d'emploi au Burkina Faso, notamment le Code du travail, la Politique nationale de l'emploi (PNE) et la Stratégie nationale de l'emploi des jeunes (SNEJ). Cependant, malgré l'existence de ce cadre normatif, sa mise en œuvre est entravée par une faible accessibilité, une méconnaissance des droits et une lourdeur administrative¹⁸. De même, le manque d'encadrement légal clair pour certaines catégories de jeunes actifs, notamment les étudiants qui exercent des activités parallèles, révélant ainsi des angles morts dans la protection juridique¹⁹

Les analyses convergent vers un besoin de réforme du cadre juridique et administratif pour le rendre plus favorable aux initiatives économiques des jeunes. Il est également suggéré d'intégrer davantage les jeunes dans les processus d'élaboration des politiques publiques afin de garantir une approche participative et inclusive²⁰. L'harmonisation entre les formations académiques et les réalités du marché du travail est aussi un levier stratégique identifié par plusieurs chercheurs et institutions.

Selon les Nations Unies, l'accès à des systèmes juridiques abordables et équitables est essentiel pour que les individus puissent faire valoir leurs droits, résoudre leurs différends et saisir les opportunités économiques. Cependant, dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, y compris le Burkina Faso, les jeunes sont confrontés à des obstacles importants dans l'accès aux services juridiques. Il s'agit notamment des coûts juridiques élevés, de l'inaccessibilité géographique des tribunaux, du manque de connaissances juridiques et de la méfiance à l'égard des institutions judiciaires. Un accès inadéquat à la justice compromet

17 *African Union Commission*. Biennial report on the status of youth in Africa, 2017.

Programme des Nations Unies pour le développement. Burkina Faso: Rapport national sur les ODD, 2022.

18 *Kaboré, A., Koné, A., & Sawadogo, A.* Le droit face au défi de l'emploi des jeunes au Burkina Faso, 2019. *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale*, 99–114.

19 *Bego, J.* Le travail d'étudiant au Burkina Faso : Entre apprentissage, nécessité vitale et vide juridique, 2023.

20 *Bureau International du Travail (BIT)*. Emploi décent pour les jeunes en Afrique de l'Ouest : Enjeux et perspectives au Burkina Faso, 2020.

leur capacité à faire respecter les contrats de travail, à garantir les droits de propriété ou à demander réparation pour des préjudices économiques. Des études ont montré que lorsque les systèmes de justice formels sont inaccessibles ou perçus comme inefficaces, les jeunes ont souvent recours à des systèmes informels ou traditionnels de résolution des conflits, qui ne garantissent pas toujours des résultats équitables ou tenant compte des spécificités de chaque sexe.

3. Méthodologie

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette recherche consiste d'une part en une recherche documentaire sur le cadre institutionnel et juridique des jeunes au Burkina Faso et d'autre part en une analyse statistique et une estimation économétrique de la relation entre le cadre intentionnel et juridique et le chômage des jeunes au Burkina Faso sur la période de 1991 à 2024.

a. Modèle économétrique

Le modèle économétrique utilisé pour examiner le rôle du cadre institutionnel et juridique sur les opportunités économiques des jeunes est le modèle vectoriel autorégressif à correction d'erreur (Vector Error Correction Models (VECM)). Le modèle de base est spécifié comme suit :

$$\Delta Y_t = \alpha + \pi Y_{t-1} + \sum_{i=1}^{p-1} \tau_i Y_{t-i} + \varepsilon_t \begin{pmatrix} 1 \end{pmatrix}$$

ΔY_t désigne la première différence des variables en Y ; α est la constante; πY_{t-1} terme de correction d'erreur; τ_i est la matrice des coefficients des retards des variables Y ; Pi est la matrice de cointégration des relations de cointégration. P est l'ordre de retard du modèle vectoriel. Les variables du modèle sont le taux de chômage; l'état de droit; l'efficacité du gouvernement; contrôle de la corruption; la qualité de la régulation; le PIB; l'inflation; IDE; taux de scolarisation; taux de participation à la vie active. Nous avons effectué des tests préliminaires comme les tests de racine unitaire, les tests de cointégration

b. Les données

Les données utilisées dans cette recherche couvrent la période de 1991 à 2024. Les variables telles que le taux de chômage, le taux de croissance du PIB, les flux d'IDE, le taux d'inflation, le taux brut de scolarisation au secondaire et la participation à la vie active proviennent de la base World Development Indicators (WDI) de la Banque mondiale. Les données sur les variables institutionnelles proviennent des WGI (Worldwide Government Indicator).

Le tableau 1 présente les statistiques descriptives des variables. En moyenne, le taux de chômage est de 5,87 % sur la période 1991 à 2024. Par ailleurs le maximum de taux de chô-

mage est ressorti à 8,91 %. Les variables institutionnelles sont ressorties en moyenne négatives, ce qui dénote une faible performance des institutions et du cadre juridique. En effet, ces variables sont comprises entre -2,5 et 2,5. Une valeur proche de 2,5 indique une bonne performance des institutions.

Tableau 1 : statistiques descriptives

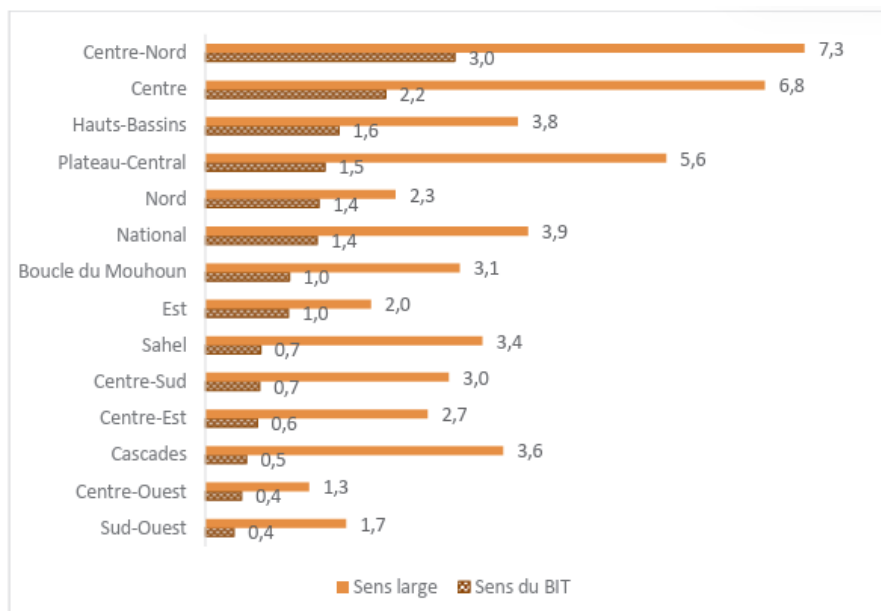
Variables	Obs	Mean	Std. dev	Min	Max
Le taux de chômage	34	5,87	1,76	3,80	8,91
Contrôle corruption	34	-0,12	0,21	-0,53	0,12
Efficacité du gouvernement	34	-0,77	0,13	-0,93	-0,53
Qualité réglementation	34	-0,31	0,11	-0,49	-0,14
L'état de droit	34	-0,63	0,24	-0,93	-0,19
PIB par tête (%)	33	2,50	2,34	-2,21	8,21
Inflation (%)	34	3,19	5,23	-3,23	25,18
IDE (%)	33	0,91	1,08	-0,56	3,65
Taux scolarisation, secondaire (%)	33	20,07	11,92	7,19	40,27
Participation à la vie active (%)	34	58,46	16,78	27,51	78,97

Source : auteur

4. Faits stylisés

La figure 1 présente le taux de chômage des jeunes au Burkina Faso dans les différentes régions du pays. Il ressort une forte disparité entre les régions en termes de contribution au chômage. De même, il y a une forte différence entre le taux de chômage au sens du BIT et celui au sens large, ce qui indique une disparité dans la mesure du phénomène. La région du Centre-Nord enregistre le taux de chômage des jeunes le plus élevé, soit un taux de 7,3 % au sens large et 3 % au sens du BIT. Contrairement à cette région, la région du Sud-ouest enregistre le taux de chômage le plus faible, soit un taux de 1,7 % au sens large et 0,4 % au sens du BIT. Ce faible taux pourrait s'expliquer par le fait que cette région regorge de potentialités agricoles et minières qui permet d'occuper les jeunes. La région du Centre est la deuxième région qui enregistre le taux de chômage élevé en raison de la concentration des jeunes qui quitte les autres régions à la recherche d'emploi.

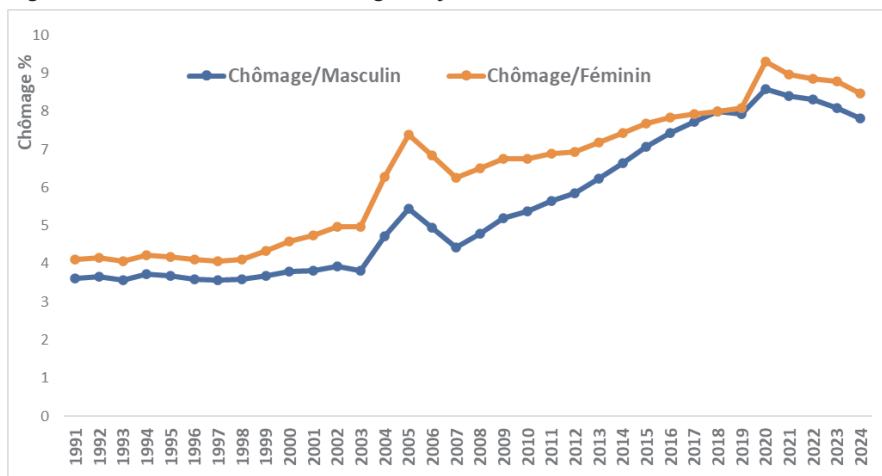
Figure 1 : taux de chômage des jeunes par région au Burkina Faso en 2021



Source : INSD (2022)

La figure 2 présente la dynamique du chômage des jeunes au Burkina Faso selon le sexe. Il ressort que sur la période 1991 à 2024, le taux de chômage des jeunes connaît une tendance haussière avec des périodes de pic. De même, le chômage des jeunes femmes est supérieur à celui des jeunes hommes. Par ailleurs, le pays enregistre le taux de chômage le plus en 2005, soit 7,38 % pour les femmes et 5,43 % pour les jeunes hommes. C'est aussi le cas en 2020 avec 9,31 % pour les femmes et 8,58 % pour les jeunes hommes. Cependant, à partir de 2020, on constate une légère baisse du taux de chômage, passant de 9,31 % à 8,46 % en 2024 pour les femmes et de 8,58 à 7,80 en 2024 pour les jeunes hommes. Cette légère baisse pourrait s'expliquer par la situation économique actuelle caractérisée par une dégradation de la situation sécuritaire qui a conduit l'État à recruter massivement pour renforcer les effectifs des forces de défense et de sécurité (FDS) et aussi le recrutement des volontaires pour la défense de la patrie (VDP) parmi les jeunes. Une explication alternative est celle consistant à considérer que la population active (le dénominateur) a crû plus vite que le nombre de chômage (le numérateur), ce qui entraîne baisse du ratio. En effet, plus de 40 % de la population a moins de 20 ans.

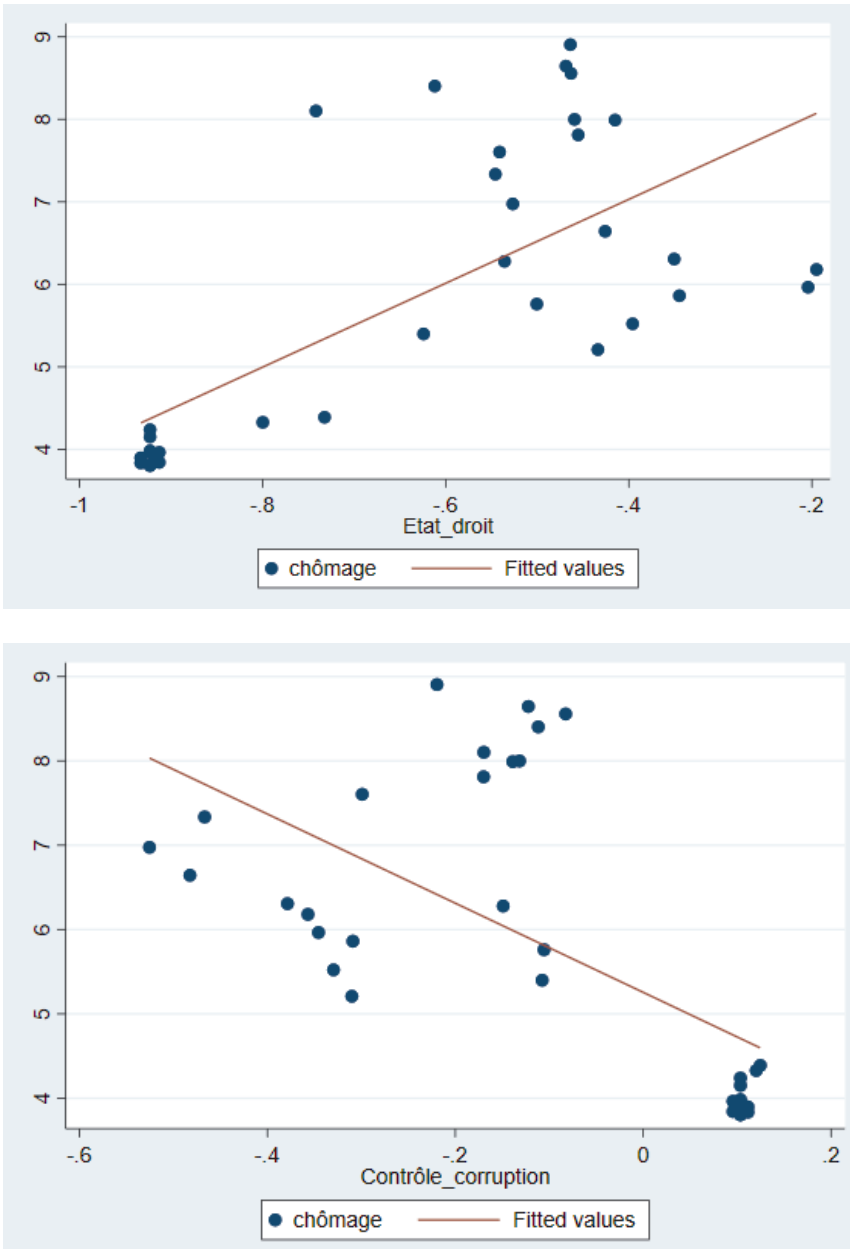
Figure 2 : évolution du taux de chômage des jeunes selon le sexe

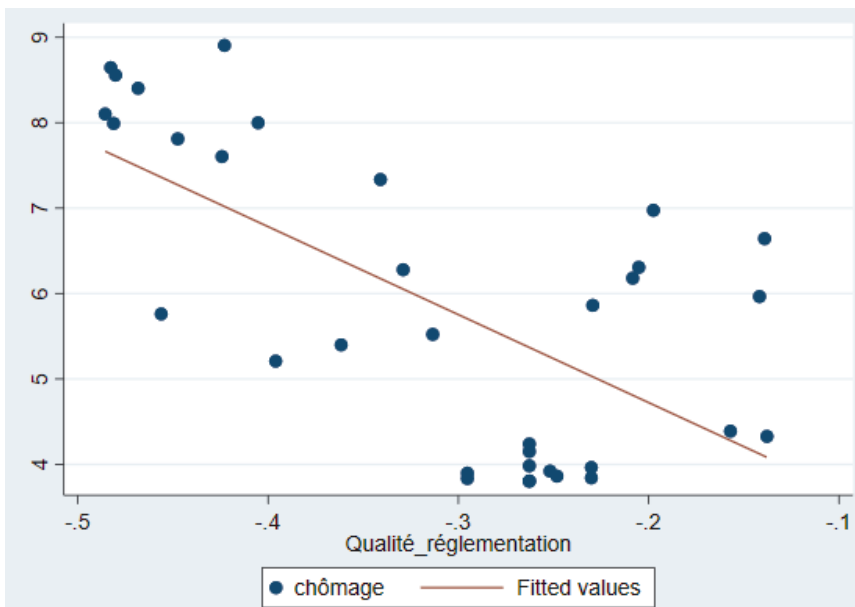
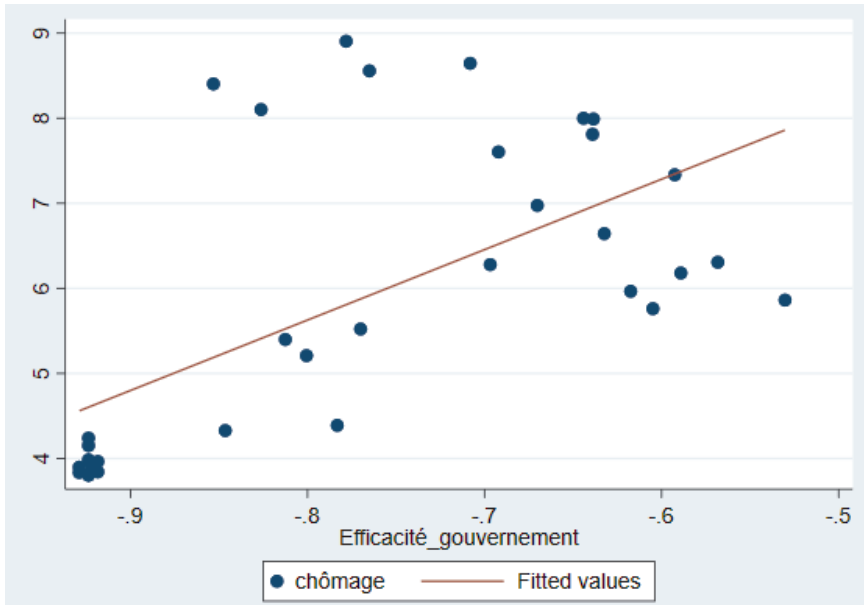


Source : auteur

La figure 3 quant à elle présente la corrélation entre le taux de chômage des jeunes et les dimensions du cadre institutionnel et juridique. Il ressort que le sens de la corrélation dépend de la dimension. En effet, l'état de droit, l'efficacité du gouvernement sont positivement corrélés au taux de chômage des jeunes, tandis que le contrôle de la corruption et la qualité de la réglementation sont négativement corrélés au chômage des jeunes. Ces simples corrélations ne nous permettent pas d'apprécier l'effet du cadre institutionnel et juridique sur le chômage des jeunes. Ce fait, dans la section suivante, nous présentons les résultats d'estimation économétrique de l'effet du cadre juridique et institutionnel sur le chômage des jeunes au Burkina Faso.

Figure 3 : corrélation entre le taux de chômage et les variables institutionnelles

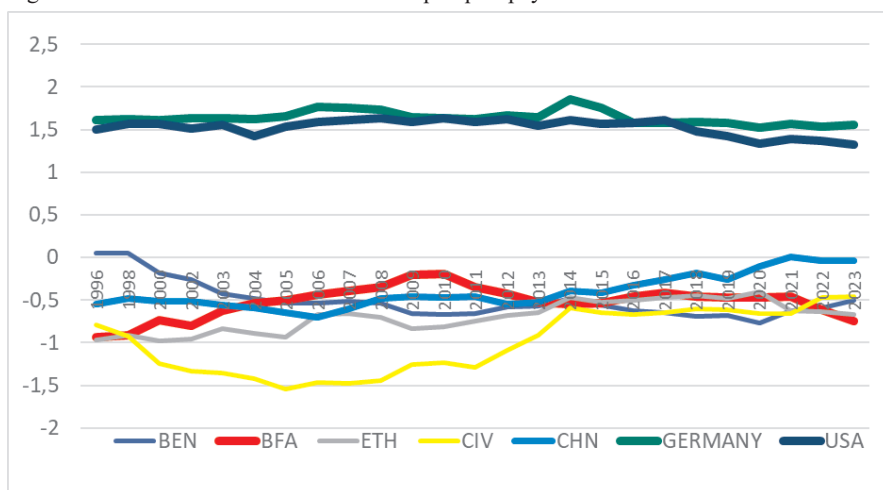




Source: auteur

Le graphique 4 présente l'évolution de la situation de l'état de droit dans quelques pays. Il ressort que les pays en développement comme la Côte D'ivoire, le Bénin, l'Ethiopie y compris le Burkina Faso présente un niveau faible de l'état de droit comparativement aux pays développés comme l'Allemagne et les Etats-Unis. Par ailleurs, la situation de l'état de droit se dégrade au Burkina Faso depuis 2022 en raison de la situation sécuritaire dégradante. En effet, depuis 2016, le Burkina Faso traverse une crise sécuritaire sans précédent.

Figure 4 : évolution de l'état de droit dans quelques pays



Source: auteur

5. Résultats et discussion

Cette section présente et discute les résultats d'estimation de l'effet du cadre juridique et institutionnel sur le chômage des jeunes au Burkina Faso sur la période de 1991 à 2024. Nous avons utilisé le modèle Vector Error Correction Models (VECM). Nos résultats montrent que la force de rappel à l'équilibre est négative et significative, ce qui valide le modèle à correction d'erreur. Ce modèle permet de présenter les résultats à court et à long terme. Globalement, les résultats présentés dans le tableau 3 sont conformes à nos attentes aux prédictions théoriques. En effet, nous avons trouvé que l'amélioration de l'état de droit, le renforcement du contrôle de la corruption et l'efficacité du gouvernement sont associés à une baisse du taux de chômage des jeunes à long terme au Burkina Faso. Ces résultats pourraient s'expliquer par le fait que l'amélioration de ces dimensions du cadre institutionnel et juridique permet aux jeunes d'accéder à l'emploi, de créer des entreprises et de protéger leurs droits économiques, ce qui contribue à réduire le chômage des jeunes. En outre, l'amélioration de ces dimensions du cadre institutionnel et juridique permet de renforcer le capital humain des jeunes à travers des formations professionnelles qu'ils reçoivent, ce

qui réduit le chômage des jeunes. On a trouvé que l'efficacité du gouvernement a un effet plus prononcé que les autres dimensions, ce qui signifie que lorsque le gouvernement est efficace cela permet de mieux assainir le marché du travail à travers les contrôles, les sanctions, et la mise en place des programmes en faveur des jeunes comme des stages, ce qui permet aux jeunes d'accéder aux emplois.

Tableau 3 : effet du cadre institutionnel et juridique sur le chômage des jeunes à long terme

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)
ect	-0.385*** (0.000)	-0.255*** (0.000)	-0.224** (0.005)	-0.564 (0.110)
L'état de droit	-4.894*** (0.000)			
Contrôle corruption		-0.250* (0.100)		
Efficacité du gouvernement			-11.327*** (0.000)	
Qualité réglementation				2.885*** (0.000)
PIB par tête (%)	-0.057** (0.005)	-0.091** (0.005)	-0.123*** (0.000)	0.084*** (0.000)
Inflation (%)	0.047*** (0.000)	0.021 (0.11)	0.018 (0.122)	0.00008 (0.348)
IDE (%)	-1.011*** (0.000)	-1.195*** (0.000)	-0.809*** (0.000)	0.055 (0.345)
Taux scolarisation, secondaire (%)	0.367*** (0.000)	0.569*** (0.000)	0.571*** (0.000)	-0.253*** (0.000)
Participation à la vie active (%)	0.563*** (0.000)	0.527*** (0.000)	0.796*** (0.000)	-0.250*** (0.000)

Source: auteur

Cependant, nous avons constaté que la qualité de la régulation accroît le taux de chômage des jeunes à long terme au Burkina Faso. Ce résultat contre-intuitif pourrait s'expliquer par une relation non linéaire entre la qualité de la réglementation et le chômage et qu'il existerait un seuil de contrôle à partir duquel toute intervention exacerbe le marché de l'emploi des jeunes. Une explication alternative est qu'une bonne qualité de réglementation peut entraîner des fermetures d'entreprises n'étant pas en conformité avec la réglementation, ce qui accroît le chômage.

Par ailleurs, nos variables de contrôle présentent globalement les résultats escomptés. En effet, nous avons trouvé qu'une hausse de la croissance économique, les entrées d'investissement directs étrangers réduisent le chômage des jeunes à long terme. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que la croissance économique permet de créer de nouveau emploi et les IDE offrent des opportunités au jeunes. Nous avons contrôlé par le capital humain en utilisant le taux de scolarisation au secondaire. Les résultats montrent qu'il est associé à une hausse du chômage des jeunes. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que

le niveau secondaire ne permet pas aux jeunes de pouvoir trouver un emploi correspondant à leur profil car une majorité d'entre eux sont issus de l'enseignement général. Dans cette situation, il y a une inadéquation entre les besoins du marché et les qualifications des jeunes. Par ailleurs, une bonne partie de ces jeunes est toujours dans un processus d'apprentissage.

Tableau 4 : effet du cadre institutionnel et juridique sur le chômage des jeunes à court terme

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)
ect	-0.385*** (0.000)	-0.255*** (0.000)	-0.224** (0.005)	-0.564 (0.110)
L'état de droit	-1.535 (0.234)			
Contrôle corruption		-1.664 (0.124)		
Efficacité du gouvernement			-1.966** (0.004)	
Qualité réglementation				0.350 (0.786)
PIB par tête (%)	-0.003 (0.678)	0.0007 (0.564)	-0.010 (0.764)	0.030 (0.875)
Inflation (%)	0.005 (0.787)	0.0009 (0.996)	0.0007 (0.996)	0.0010 (0.678)
IDE (%)	-0.301*** (0.000)	-0.234*** (0.000)	-0.190** (0.005)	-0.016 (0.564)
Taux scolarisation, secondaire (%)	0.316*** (0.000)	0.330*** (0.000)	0.299* (0.094)	-0.136 (0.543)
Participation à la vie active (%)	-0.187 (0.878)	-0.140 (0.786)	-0.036 (0.785)	0.020 (0.785)

Source : auteur

Le tableau 4 présente l'effet du cadre institutionnel et juridique sur le taux de chômage à court terme. Les résultats montrent que plusieurs variables présentent des coefficients non significatifs à court terme. Pour les variables institutionnelles et juridiques, c'est uniquement l'efficacité du gouvernement qui est significative; les dimensions sont non significatives.

En outre, nous avons effectué une estimation selon le sexe. Les tableaux 1 et 2 présentent les résultats de l'estimation de l'effet du cadre juridique et institutionnel sur le chômage des jeunes selon le sexe. Les résultats montrent que le cadre institutionnel et juridique a un effet sur le chômage différencié selon le sexe. En effet, les résultats montrent que le cadre institutionnel et juridique réduit plus le chômage des jeunes femmes que celui des jeunes hommes à long terme. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que les jeunes femmes étaient victimes d'une inégalité sur le marché du travail. Les estimations confirment les résultats antérieurs pour ce qui concerne les variables de contrôle

Tableau 5 : effet du cadre institutionnel et juridique sur le chômage des jeunes selon sexe à long terme

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
ect	-0.391*** (0.000)	-0.363*** (0.000)	-0.309*** (0.000)	-0.192*** (0.000)
L'état de droit	-3.762*** (0.000)	-6.577*** (0.000)		
Contrôle corruption			-1.688* (0.090)	-3.423* (0.086)
PIB par tête (%)	-0.072*** (0.000)	-0.045 (0.156)	-0.062* (0.087)	-0.173** (0.004)
Inflation (%)	0.037*** (0.000)	0.059*** (0.000)	0.019 (0.765)	0.029 (0.845)
IDE (%)	-0.874*** (0.000)	-1.223*** (0.000)	-0.913*** (0.000)	-1.749*** (0.000)
Taux scolarisation, secondaire (%)	0.277*** (0.000)	0.508*** (0.000)	0.387*** (0.000)	0.914*** (0.001)
Participation à la vie active (%)	0.518*** (0.00)	0.650*** (0.000)	0.426*** (0.000)	0.763*** (0.000)

Source : auteur

Tableau 6 : effet du cadre institutionnel et juridique sur le chômage des jeunes selon sexe à long terme (suite)

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
ect	-0.250* (0.087)	-0.179 (0.165)	-0.912* (0.087)	-0.126 (0.878)
Efficacité du gouvernement	-0.695*** (0.000)	-16.020*** (0.000)		
Qualité réglementation			1.918*** (0.000)	2.572*** (0.000)
PIB par tête (%)	-0.116*** (0.000)	-0.155*** (0.000)	-0.026*** (0.000)	-0.057*** (0.000)
Inflation (%)	0.019*** (0.001)	0.017 (0.678)	-0.023*** (0.000)	-0.158*** (0.000)
IDE (%)	-0.692*** (0.000)	-1.049*** (0.000)	-0.037*** (0.001)	0.150*** (0.000)
Taux scolarisation, secondaire (%)	0.417*** (0.002)	0.853*** (0.000)	-0.095*** (0.002)	-0.043*** (0.000)
Participation à la vie active (%)	0.679*** (0.000)	1.045*** (0.000)	0.052*** (0.001)	-0.046*** (0.000)

6. Conclusion

L'objectif de cette recherche était d'examiner l'effet du cadre juridico-institutionnel sur le chômage des jeunes au Burkina Faso. Pour ce faire nous avons mobilisé d'une part une revue documentaire, et d'autre part une approche statistique et économétrique. Nous avons utilisé le modèle Vector Error Correction Models (VECM) sur des données annuelles allant de 1991 à 2024. La littérature suggère que malgré l'adoption d'un ensemble de cadres juridiques et politiques visant à répondre aux défis économiques des jeunes, les efforts du Burkina Faso sont entravés par des contraintes structurelles, institutionnelles et de gouvernance. L'estimation économétrique montre que l'amélioration de l'état de droit, le renforcement du contrôle de la corruption et l'efficacité du gouvernement sont associés à une baisse du taux de chômage des jeunes à long terme au Burkina Faso. De même, le cadre institutionnel et juridique réduit plus le chômage des jeunes femmes que celui des jeunes hommes à long terme.

Par ailleurs, nos estimations montrent qu'une hausse de la croissance économique, une entrée des IDE entraînent une baisse du chômage des jeunes avec un effet plus prononcé sur les jeunes femmes. Ainsi, les résultats suggèrent que, pour réduire le chômage des jeunes au Burkina Faso, les autorités devraient améliorer l'état de droit, renforcer le contrôle de la corruption. De même, elles doivent travailler à rendre leurs actions plus efficaces. Elles pourraient créer un environnement institutionnel qui favorise l'attractivité des IDE. De plus, elles devraient mettre en place une législation du travail qui reconnaît et protège davantage les jeunes notamment les femmes, y compris ceux en auto-emploi, à travers des dispositifs spécifiques afin de parvenir à une société plus inclusive.